



**BUREAU D'ETUDES SUR LA SECURITE ET LE DEVELOPPEMENTS DES ZONES
FRONTALIERES AFRICAINES**

**REMARQUE SUR LA COOPERATION
TRANSFRONTALIERE EN AFRIQUE**

BADAJOS

26 octobre 2017

**REMARQUES DE L'AMBASSADEUR AGUIBOU DIARRAH
A LA CONFERENCE ANNUELLE DE L'OUVERTURE DE
L'ARFE**

Espagne

Octobre 2017



MOTS DE REMERCIEMENTS

Permettez-moi de remercier les organisateurs de la conférence régionale de l'ARFE de m'avoir invité à cet important Forum regroupant des délégations de toutes les régions frontalières européennes et plusieurs personnalités imminentes dans l'espace transfrontalier européen. C'est avec un grand plaisir que je partage avec vous quelques points de réflexion sur la coopération transfrontalière en Afrique.

Introduction

L'Afrique de l'ouest se trouve à la croisée des chemins, avec des potentiels de croissance énormes coexistant avec les pires dangers. Ces dangers relèvent des dynamiques hybrides mêlant revendications identitaires, radicalisations religieuses, trafic d'armes, migration irrégulières, etc. qui se développent alors que la région n'a pas encore vaincu ses faiblesses structurelles, fragilité de certains processus démocratiques, délimitation et démarcation inachevées des frontières, inexistence de coopération transfrontalière entre les Etats. C'est pourquoi il est nécessaire de coordonner l'analyse et l'action dans le cadre d'un complexe « sécurité et développement ».

Le vase d'expansion naturel de ces menaces est incontestablement l'espace régional, voire mondiale.

- Les problèmes et leurs solutions ne peuvent être pris à bras le corps qu'à l'échelle de toute la région, voire de l'Europe.
- Aucun pays, même le plus grand et le plus puissant ne peut aujourd'hui agir à lui seul.
- La seule option est l'action concertée au niveau régional et mondial, même s'il est souvent difficile à mettre en œuvre, il n'y a pas d'autres alternatives.

En effet, la CIF est la solution, elle appelle les interdépendances existant entre les populations, les Etats, les sociétés civiles, les services de sécurité, les acteurs du développement séparés souvent par des frontières souvent artificielles.



EN AFRIQUE

Dans le domaine de la coopération transfrontalière, une convention dite Convention de Niamey a été adoptée en juillet 2014 à Malabo Guinée Equatoriale par tous les Chefs d'Etats africains, des projets de développement transfrontaliers ont été réalisés, des radios communautaires transfrontalières sont opérationnelles, des coopératives dans le domaine de la sécurité, de l'agro-industrie et des actions culturelles sont opérationnelles. Le renforcement des capacités du personnel en charge de la gestion des frontières a été entrepris dans plusieurs Etats membres.

En Afrique de l'Ouest, la CTF a connu des progrès significatifs. Je citerai seulement quelques-uns, **la construction du centre hospitalier à la frontière entre Mali- Burkina Faso**, la célébration de la journée africaine des frontières par les Etats membres, la création du groupement de coopération sanitaire transfrontalier, la conclusion de conventions locales et la gestion des ressources naturelles. Ces exemples sont des modèles à multiplier sur notre continent.

- La conférence de Badajoz m'offre une occasion unique et exceptionnelle de bénéficier de l'expérience réussie dans la coopération transfrontalière de l'ARFE, mais aussi de nourrir la réflexion sur les voies et moyens pour relever les nouveaux défis sécuritaires et de développement dans le Sahel Sahara qui, au-delà des frontières.
- La Coopération Transfrontalière est nécessaire au maintien de la paix, de la stabilité, de la facilité des échanges économiques indispensable au développement global de l'Afrique.

Honorables délégués,

En Afrique, les frontières de la région Sahara-sahélienne, zone géographique presque contiguë à la méditerranée sont des espaces où se cristallisent bien des menaces. L'approche exclusivement sécuritaire de la frontière doit être dépassée. La frontière n'est pas seulement une ligne, elle est un espace vivant dont le seul ciment durable est celui de la mutualisation, le partage des



problèmes et la recherche des solutions commune par les populations frontalières.

Il est indispensable d'ouvrir plus de projet de développement, plus de capitaux, plus d'échange agroalimentaire, plus de forage de puits, plus de santé, plus d'écoles, plus d'agences touristiques, plus d'usine de manufactures, plus d'oléoducs, plus de gazoduc, plus de routes inter-états.

Il est fortement souhaitable que cette zone de turbulence fasse l'objet d'une activité intense de la part de nos Etats et de nos partenaires extérieurs. Mailler l'Afrique de l'Ouest de routes, c'est lui redonner la vie en enclenchant un cercle vertueux. La route fait venir l'électricité, les télécommunications, engendre le commerce, développe la ville, les villages, les hameaux, facilite l'exploitation minière, le tourisme, autant d'éléments qui à leur tour, engendre l'activité économique et les flux commerciaux, l'emploi des jeunes, condition sine qua non pour lutter efficacement contre le chômage, terreau des différentes crises (migration irrégulière, grand banditisme transfrontalier, trafic d'être humains etc.) .

Ce sont entre autre des chantiers que j'estime nécessaires pour vaincre le terrorisme, la migration irrégulière et les trafics de tous genres.

CONCLUSION

Encore merci pour votre invitation en espérant que ma contribution vous permettra de nourrir la réflexion sur la situation actuelle préoccupante de l'Afrique.

Je vous remercie.